

Grèce. La droitisation de SYRIZA est un gouffre idéologique et moral sans fond...



«Ne touchez pas au droit de grève», Athènes, le 15 janvier 2018

[Alencontre/](#) 2018-02-01 08:07:15

Par Antonis Ntavanellos

Le 15 janvier 2018 a été soumis au Parlement grec, et par la suite adopté par la majorité de SYRIZA-ANEL [Grecs indépendants], le projet de «loi-valise», par lequel le gouvernement Tsipras assure le «bon» déroulement de la 3e évaluation de la situation économique grecque par les créanciers. Ainsi, ce gouvernement suit sa route vers la fin formelle du programme du 3e mémorandum (signée le 14 août 2015), annoncée pour août 2018.

D'ici à cette date le gouvernement doit encore éviter deux récifs. D'une part, les «stress tests» (tests de résistance bancaire) des banques grecques [Banque nationale de Grèce, Piraeus Bank, Alpha Bank et Eurobank], où il espère que les créanciers et la Commission européenne accepteront l'application de critères moins stricts, afin d'éviter le scénario d'une nouvelle recapitalisation des banques qui ferait exploser la vision optimiste de l'économie grecque actuellement diffusée. D'autre part, la stratégie de communication de Tsipras qui, malgré tous les problèmes, est déjà en train de préparer les prochaines élections. Il a encore en perspective la 4e évaluation (au printemps 2018), qui débouchera sur de nouvelles mesures d'austérité supplémentaires.

A condition que le gouvernement arrive à surmonter ces risques, il pourrait espérer obtenir une promesse favorable à des mesures «d'allégement» de la dette grecque, principalement un plus grand étalement dans le temps des indispensables remboursements. Dans tous les cas, les

créanciers, pour l'instant, déclarent que le débat sur la dette sera officiellement ouvert après août 2018.

Il convient de noter que la fin formelle du 3e mémorandum ne signifie pas la fin des politiques mémorandaires brutales. Comme il a été explicitement convenu lors de la signature par Tsipras du 3e mémorandum, la totalité des lois, règles et règlements, associés au mémorandum, l'ensemble des contre-réformes néolibérales des huit dernières années, resteront en vigueur, au même titre que la mise sous «surveillance» de l'économie grecque jusqu'en... 2060 (c'est-à-dire jusqu'à ce que soient remboursés au moins les 75% de la dette) !

Le projet de «loi-valise»

Les dispositions mises en place lors de la 3e évaluation comportaient plusieurs mesures brutales:



Manifestation devant un tribunal pour empêcher une vente aux enchères de logements

- L'article le plus controversé dans cette loi est celui qui autorise les banques et les administrations publiques de procéder par voie électronique à la mise aux enchères des domiciles des familles populaires qui sont dans l'incapacité de régler leurs dettes. Le gouvernement a déjà essayé de procéder à des ventes aux enchères en grand nombre. Mais il a rencontré une résistance importante, entre autres par des mobilisations (au sein desquelles l'Unité Populaire – LAE – a tenu le premier rôle) qui ont empêché les tribunaux de tenir audience et de rendre les décisions de mises aux enchères. Le gouvernement a tenté la répression, et il a lamentablement échoué, provoquant la présence encore plus nombreuse des manifestant·e·s devant et à l'intérieur des tribunaux. Aussi, l'apparition du Parti communiste grec (KKE) dans ces actions, qu'il a rejointes avec beaucoup de retard, a aidé à affermir la conviction que nous pouvions arrêter les décisions gouvernementales sur cette question, cruciale pour les banques et les créanciers. Le gouvernement tentera d'éviter cet affrontement en organisant dès à présent des ventes aux enchères électroniques, dans des centaines d'études de notaires de tout le pays. Mais le programme de vente aux enchères concerne un tel grand nombre de cas qu'existe l'espoir réaliste que le mouvement de résistance se déplacera vers les quartiers pour y livrer la bataille afin de mettre un cran d'arrêt aux expulsions.

- Un emblématique tournant réactionnaire a été également la modification radicale de la loi qui régissait le droit de grève. Cette loi a été conquise de hautes luttes ouvrières pendant la période ayant suivi la chute de la dictature [1974]. Aujourd'hui, un gouvernement, dont seul le nom renvoie au terme de gauche, a décidé que pour qu'une grève soit déclarée, 50% +1 des travailleurs d'une entreprise ou d'une branche doivent être présents et approuver la décision d'entrer en grève. Une telle réglementation fut pendant des décennies le souhait des cadres dirigeants capitalistes les plus extrémistes, un souhait qui semblait jusqu'à présent irréalisable.

Incontestablement, la «loi-valise» contient bien d'autres mesures critiques, telles que des coupes majeures dans les allocations familiales et les retraites, ainsi que des modalités facilitant encore plus les privatisations au sein des «secteurs stratégiques» comme ceux de l'électricité ou de l'eau.

La grève

Cette politique gouvernementale a été systématiquement aidée par la direction des bureaucraties syndicales des secteurs public et privé qui, sous la houlette d'une coalition de cadres du PASOK, de Nouvelle Démocratie et de SYRIZA, ont tout fait pour faire obstacle au démarrage et à l'organisation de sérieuses mobilisations. Ainsi les grandes confédérations se sont abstenues de décider la grève en laissant sans protection et appui les travailleurs et travailleuses qui avaient l'intention de s'engager dans de telles luttes.

Tout le poids est retombé sur les épaules des syndicats de base où la gauche est une force motrice. Mais, encore à ce niveau, l'attitude du KKE proposant une seule journée de grève au moment du vote de la «loi-valise», sans mobilisations préalables, réduisait l'importance de cette grève, la transformant en action symbolique «pour l'honneur». Tenant compte de toutes ces données et de notre expérience, nous estimons que la participation à la grève était plus grande que prévu, mais largement insuffisante à l'aune de ce qui aurait fallu pour arrêter l'offensive gouvernementale.

La grève s'est étendue en particulier dans les transports publics (près de 100%) et dans le secteur de la navigation. Néanmoins, cette grève dans transports faisait obstacle à la possibilité de se rendre sur les places où étaient appelées les manifestations. Ainsi, les rassemblements se sont essentiellement appuyés sur les militants déterminés de la gauche politique.

Une fois de plus l'expérience de l'après 2015 a été confirmée en Grèce: les gens sont indignés et en colère, mais pour l'heure cela ne se traduit pas dans une action directe de masse, car pèse sur eux la déception durable provoquée par la défaite de 2015, et le manque d'une alternative politique convaincante pour le renversement de la brutale austérité.

La droitisation

Tsipras, en capitalisant sur la déception populaire et ouvrière, opère donc un déplacement rapide de sa base sociale et se tourne vers les classes dominantes.

SYRIZA a déjà organisé autour d'elle une alliance avec le cercle de capitalistes qu'elle appelait avant 2015 «la face obscure de l'entrepreneuriat». Des capitalistes qui ont construit des fortunes sur divers trafics, sur le jeu, sur le blanchiment d'argent, sur leur présence forte

dans le football et qui, toujours, dépendent des bonnes relations avec les gouvernements respectifs.

SYRIZA étend ses relations en direction des «familles» les plus traditionnelles de la bourgeoisie, mettant ainsi à profit ses relations avec les banques et une instrumentalisation particulière des privatisations. C'est-à-dire qu'elle prend soin, tout en attirant des investissements étrangers, d'assurer une place et un rôle des capitalistes autochtones en tant que «partenaires locaux» des fonds internationaux et des transnationales, prétendant ainsi résister, face aux forces supérieures des «marchés internationaux», à «la déshellénisation des entreprises».

Mais principalement, la direction de SYRIZA met en avant sur tous les tons l'argument de la stabilité. C'est-à-dire l'affirmation que le gouvernement SYRIZA-ANEL a appliqué à vive allure les dispositions mémorandaires, tout en réduisant sensiblement les réactions populaires et des masses laborieuses, en installant dans le pays un climat de «paix sociale» pour la première fois depuis des années.

L'ambition de servir les intérêts de la classe dominante dans son ensemble se prolonge, sans que ce soit un hasard, jusqu'au soutien à des velléités les plus inflexibles du nationalisme grec dans la région.

Le gouvernement, avec pour figures de proue les ministres de la Défense Panos Kammenos (Anel) et des Affaires étrangères Nikos Kotzias (SYRIZA), a poursuivi sans problème la politique de la droite à propos du Moyen-Orient et de la Méditerranée Orientale: le soutien ouvert aux Etats-Unis, l'intensification de la présence de l'OTAN en mer Egée, le renforcement de «l'axe» avec l'Etat d'Israël et avec la dictature de Sissi, avec pour but l'isolement de la Turquie d'Erdogan, instable et ambivalente. Le gain serait la participation au partage du pétrole et du gaz en Méditerranée orientale et du sud-est, et le renforcement du centre de gravité grec au niveau des développements et des perspectives à Chypre.

Récemment la diplomatie grecque se tourne vers l'ouest des Balkans. Elle se réjouit de prétendre résoudre le différend avec la République de Macédoine au sujet du «nom», sur la base des termes dictés par l'Etat grec.

Avec le plein soutien des Etats-Unis, de l'UE et de l'OTAN, les «négociateurs» grecs exigent un nouveau nom pour le pays voisin, un «nom composé» (il semblerait celui de «Nova Makedonja») qui remplacerait celui de «République de Macédoine», pour tous les usages (*erga omnes*: à l'intérieur du pays et à l'échelle internationale, dans le langage officiel comme au quotidien), qui serait écrit en alphabet cyrillique (?) et utilisé à l'international tel quel sans pouvoir être traduit ni conjugué.

Le changement de l'appellation de l'Etat voisin devrait se reporter obligatoirement sur la qualification de sa langue et celle de la citoyenneté. Cette violation absurde du droit démocratique à l'autodétermination vise seulement à garantir l'usage grec exclusif du terme Macédoine.

Cet «arrangement» a pour vrai objectif l'intégration immédiate de la République de Macédoine à l'OTAN (probablement lors du prochain sommet, de juillet 2018) et le démarrage du processus de son intégration dans l'UE.

La véritable négociation s'est faite entre les grandes puissances occidentales et l'Etat grec, au sujet des contreparties suffisantes pour la levée du veto à l'intégration de la Macédoine à l'OTAN, émis par le gouvernement Karamanlis pendant le sommet de Bucarest, en 2008.



Rencontre entre Zoran Zaev et Alexis Tsipras, le 24 janvier 2018

C'est pour cela qu'aujourd'hui l'OTAN et l'UE exercent une pression implacable sur le gouvernement de Zoran Zaev (en utilisant même l'influence des partis albanais qui se soucient peu de l'autodétermination «macédonienne»), afin qu'il accepte les conditions de la Grèce, en indiquant au gouvernement de Skopje qu'«il n'y a pas d'alternative».

En suivant cette politique, et par l'affirmation que l'extension de l'OTAN dans les Balkans renforcera la paix (!) et la démocratie (!!) dans la région, le gouvernement Tsipras s'efforce d'inclure dans son bilan une «réussite nationale», par la résolution, sur la base de la ligne des Etats-Unis, d'un problème qui stagnait pendant des décennies [1].

Ces mouvements tactiques font pression sur la direction de Nouvelle Démocratie, incarnée par Mitsotakis. En ayant conscience des bénéfices attendus par le capitalisme grec, Kyriakos Mitsotakis garde une «attitude responsable». Mais l'aile droite du parti et l'extrême droite nationaliste au-delà de Nouvelle Démocratie réagissent au plan idéologique, en organisant des rassemblements nationalistes [21 janvier à Thessalonique, avec 100'000 manifestants selon la police], en collaboration avec l'Eglise. Mais même ceux-là prennent soin de ne pas trop hausser le ton: d'une part, pour ne pas saborder par des provocations la politique du gouvernement, d'autre part, pour ne pas réduire les perspectives d'une victoire électorale de Nouvelle Démocratie.

Il s'agit d'une véritable incursion de Tsipras dans le projet politique de la droite. A travers celle-ci SYRIZA tente de suppléer à la perte de son influence parmi les couches populaires et laborieuses, ou de les réduire. Toutefois, tout porte à croire que cette tactique n'a pas de résultats spectaculaires, ou pas encore. Selon les déclarations d'un analyste critique radical, Tsipras est sur le chemin d'une bataille politique et électorale où il fera le constat que la faiblesse de la résistance des classes populaires est une chose, mais leur assentiment, fût-il seulement électoral, est tout autre chose.

Ce dont il y a toujours besoin en politique grecque, du point de vue des intérêts des travailleurs, c'est la création d'un pôle massif de la gauche radicale, qui servirait d'appui aux secteurs importants qui soutenaient SYRIZA, aujourd'hui déçus par sa politique et par son déplacement accéléré vers la droite. (Janvier 2018. Traduction par Manolis Kosadinos)

[1] Selon Jaklina Naumovski dans *Le Courrier des Balkans*, «le mercredi 24 janvier, en marge du sommet de Davos, sept ans après la dernière rencontre à ce niveau, les chefs de gouvernement macédonien et grec, Zoran Zaev et Alexis Tsipras, se sont retrouvés pour poursuivre le dialogue autour du conflit du nom de la Macédoine, montrant ainsi un nouveau signe de détente dans les relations entre les deux pays. Cette rencontre qui intervient à peine trois jours après la manifestation massive de Thessalonique, et à quelques jours de la visite dans les deux capitales du médiateur des Nations unies, Matthew Nimetz, qui doit faire part de ses nouvelles propositions pour résoudre le principal litige diplomatique entre les deux pays...

Alexis Tsipras a confirmé son intention de soutenir son voisin du nord dans le processus d'intégration euro-atlantique. Ainsi, parmi les mesures allant dans ce sens, il a annoncé l'ouverture du poste frontière Markova noga à Prespa. Il a également précisé son engagement à « soutenir les procédures suspendues par son gouvernement, plus précisément la candidature de son voisin à l'Initiative Adriatique-Ionienne (ESS) et faire en sorte que la deuxième phase de l'Accord de stabilisation et d'association (ASA) avec l'UE soit ratifiée par le Parlement grec ». Ils ont conclu que les réunions continueraient dans les semaines à venir, notamment au niveau des ministères des affaires étrangères. Une rencontre saluée unanimement par les représentants de l'UE.» (Réd. *A l'Encontre*)